

La Turquie et l'islam aux portes de l'Europe

par Rik DE GENDT, journaliste, Bruxelles

A moyen terme, la Turquie deviendra membre à part entière de l'Union européenne. Reste à savoir comment un pays où est implanté un islam qui peine à s'adapter et à se moderniser peut réaliser une telle intégration. Une conférence internationale s'est tenue à Istanbul, du 3 au 7 mai, sur le thème, «La religion en Turquie, à la veille de son entrée dans l'Union européenne». Elle a clairement montré les inquiétudes que suscite au gouvernement d'Ankara l'importante diaspora turque installée en Europe, ainsi que les désaccords régnant en Turquie même à propos de la place de l'islam et du rôle des chefs religieux dans une société moderne et sécularisée.

Politiquement, la décision est prise. Au sommet d'Helsinki, en décembre 1999, la Turquie a été acceptée comme Etat candidat à l'Union européenne (UE). Quelques mois auparavant, des tremblements de terre avaient soufflé le veto de sa voisine et adversaire fervente, la Grèce. Du coup, les autres Etats membres n'avaient plus de prétexte pour laisser la Turquie dans l'antichambre. La Turquie deviendra donc bientôt un partenaire à part entière de l'Europe. Et plus encore. Au vu de l'évolution démographique des sociétés industrielles occidentales, la Turquie sera, d'ici vingt ans, le plus grand pays de l'UE en nombre absolu d'habitants.

Pour les autorités turques, l'adhésion ne saurait aller trop vite. Le premier ministre Bülent Ecevit s'occupe personnellement des négociations de transition et tente de faire accélérer le processus. Il table sur les avantages économiques de son pays. Ces dernières années, la Turquie s'est en effet rigoureusement adaptée aux conseils de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. L'Institut national pour la sta-

tistique a annoncé avec fierté ce printemps que, pour la première fois depuis 1993, l'inflation était réduite en avril à moins de 3%. En outre, l'élection à la tête de l'Etat, le 5 mai passé, de Ahmet Necdet Sezer, président de la Cour constitutionnelle, renforce l'impression que la Turquie cherche à respecter sérieusement les droits de l'homme. Les médias et les partisans de l'adhésion à l'UE relèvent l'engagement passé de Sezer à faire appliquer cette exigence internationale assez délicate. Un autre obstacle paraît donc avoir été contourné. Reste l'épineuse question de l'islam en Turquie.

Ambiguïtés du Diyanet

Le discours officiel passe presque sans gêne sur cette problématique. A la séance d'ouverture de la conférence internationale d'Istanbul sur la religion en Turquie, Bülent Ecevit s'est contenté de répéter que la Turquie est le seul état laïc d'Europe, avec la France, que religion et politique n'ont rien à faire l'une avec l'autre et que

pour garantir leur séparation, il existe en Turquie une instance particulière, le Diyanet (Direction des affaires religieuses). Cette institution puissante, presque une «Eglise patriotique», date de la création de la République et a été inventée par son fondateur même, Kemal Atatürk. *Le Diyanet a été érigé en 1923 comme un service à tous les croyants, pour défendre la religion et pour la sauvegarder de tout extrémisme*, a déclaré Mehmet Nuri Yilmaz, président du Diyanet depuis huit ans et, pour certains, pas moins que «le pape turc» !

Mehmet Yilmaz est à la tête d'une institution qui emploie près de 70 000 personnes. Tous ceux qui exercent une responsabilité dans l'islam turc sont nommés par le Diyanet et doivent lui rendre des comptes. Cette institution, qui dépend des services du premier ministre, s'occupe en plus de l'enseignement théologique et de la formation religieuse, ainsi que de la construction et de l'entretien de milliers de mosquées.

En théorie, le Diyanet doit aussi s'occuper des autres minorités religieuses du pays¹ et garantir à ses adeptes la liberté religieuse, comme l'a affirmé, durant la conférence, Mehmet Yilmaz. *Les relations mutuelles sont très bonnes. Les trois religions monothéistes ne sont d'ailleurs pas très éloignées l'une de l'autre. Nous avons régulièrement des contacts informels. Personnellement, j'espère rencontrer le pape Jean Paul II cet été. Le Vatican a déjà réagi positivement à ma demande.*

De fait, les communautés chrétiennes ne font pas grand cas de la protection que le Diyanet prétend leur fournir. Au contraire, comme elles l'ont exprimé lors de la conférence, elles ressentent le comportement de la plupart des leaders musulmans comme méfiant, voire hostile. *Une journée suffit pour obtenir la permission de bâtir une nouvelle mosquée, mais pour une église ou une chapelle, cinq ans après, on obtient encore et toujours la même réponse évasive, donc négative*, a précisé un pasteur de l'Associa-

tion biblique turque. Récemment, deux de ses collaborateurs ont été arrêtés et enfermés durant une semaine pour avoir distribué des livres en pleine rue. Comme l'a expliqué le curé d'une paroisse catholique : *Nous entendons toujours que la religion est une affaire privée. Ainsi toute réunion ou toute formation de communauté, à fortiori l'établissement d'une école ou d'un hôpital ou l'acquisition d'une propriété sont suspects. Tout ce qui ressemble de près ou de loin à une activité missionnaire ou évangélicatrice est subitement rendu impossible.*

Islam parallèle

En réalité, le Diyanet ne sert qu'à tenir en bride et à contrôler la pratique de l'islam et même plus, toute la vie quotidienne des soixante-cinq millions de Turcs, a avoué un théologien musulman. *Ce que les autorités accordent au nom du principe de la laïcité, elles le récupèrent ensuite par un contrôle de la vie religieuse, et ce avec le soutien de l'armée. Si elles y parviennent en Turquie, elles s'inquiètent par contre de l'évolution religieuse des Turcs qui vivent à l'étranger et pratiquent ce que certains appellent un «islam parallèle».* Arif Soytürk, qui travaille comme conseiller du Diyanet à La Haye, a témoigné lui aussi dans ce sens : *Les musulmans turcs qui vivent à l'étranger ne vont pas seulement pour des raisons religieuses à la mosquée. Pour eux, les mosquées remplissent une fonction sociale, économique même. Par conséquent, elles sont souvent considérées comme un prolongement de l'appareil d'Etat turc.*

Or les mosquées servent aussi parfois à lancer des idées politiques qui heurtent de front Ankara. Ces déraillements en dehors des frontières sont beaucoup plus difficiles à prévenir pour le Diyanet. Pour son président, il s'agit là d'une source de problèmes importants. En Allemagne, par exemple, plus de deux millions de Turcs peuvent se soustraire

ainsi à l'autorité du Diyanet, jouir de leur liberté, fonder leurs propres mosquées, avec des imams à peine formés.

A entendre Mehmet Yilmaz, *ceux-ci enseignent et proclament un islam presque exclusivement basé sur le «dji-had», la guerre sainte. Une telle situation crée inévitablement des foyers d'extrémisme et attire les opposants de l'Etat turc et les terroristes. Le pire, c'est qu'en vertu des droits de l'homme, ces groupes dissidents sont soutenus financièrement et protégés moralement par des gouvernements et des organisations.*

Les leaders politiques en Turquie sont conscients de ce danger. La question des émigrés les préoccupe beaucoup : comment les empêcher de s'éloigner de leur identité turque ? comment faire pour qu'ils restent turcs tout en étant européens ? Pour eux, la préservation d'un islam dirigé par le Diyanet à partir d'Ankara serait un moyen adéquat pour tenir tête à une inévitable aliénation. D'autant plus qu'ils savent qu'avec l'entrée de la Turquie dans l'UE, le nombre de leurs compatriotes qui prendront le chemin du Nord augmentera fortement.

En même temps, ils s'inquiètent du racisme que la présence turque ravive en Europe. *Des enquêtes récentes ont démontré que deux tiers des Européens occidentaux affichent des traits plus ou moins racistes, a fait remarquer le premier ministre Ecevit, qui a en outre dénoncé la persistance d'une tendance de l'UE à se considérer comme un «club chrétien». Et d'évoquer à l'inverse la tolérance séculaire et infinie de la nation turque : Martin Luther doit le succès de la*



Mosquée de Izzak Pasa.

Réforme pour une bonne partie à la tolérance religieuse que l'Empire ottoman avait semée en Europe...

Des discours qui ont soulevé des objections. L'assimilation de l'UE à un «club chrétien» a été réfutée par Mgr Noël Treanor, secrétaire général de la Commission des évêchés de la Communauté européenne (Comece) : *L'UE est un projet politique et non un projet religieux. Chacun de ses Etats membres garantit la liberté religieuse dans le cadre de sa propre législation nationale. Les relations concrètes entre autorités politiques et religieuses peuvent donc différer de pays en pays.*

Tensions en Turquie

En outre, Mgr Treanor a rappelé l'influence positive que les Eglises et la religion exercent sur la vie des citoyens et des sociétés d'Europe. Ainsi, dès le début, s'appuyant sur des doctrines sociales et des notions d'engagement, des Eglises chrétiennes ont insisté pour que la communauté européenne se construise sur des valeurs comme la paix, la démocratie, la

justice, la solidarité, la dignité de la personne humaine et le respect des droits de l'homme et des identités nationales et culturelles.

Aujourd'hui, elles agissent toujours dans la même direction au sein des institutions européennes. Les Eglises et les Etats sont bels et bien séparés, mais ils sont néanmoins partenaires dans un même projet européen. *Les Eglises veulent veiller en particulier à la qualité des instruments et des mécanismes légaux et économiques qui expriment le modèle de société européenne. Elles cherchent aussi à introduire la dimension européenne au sein de leur propres institutions et structures.*

De son côté, un islamologue étranger a trouvé très curieux que le Diyanet exige pour ses propres communautés à l'étranger une autonomie qu'il refuse pertinemment aux autres groupes religieux dans son propre pays.

Méfiance réciproque

Au fil des discussions, la conférence a en effet clairement montré que le problème de l'islam en Turquie dépasse la seule question de la diaspora en Europe. L'islam et surtout sa protection par le Diyanet créent des tensions et des divergences à l'intérieur même des frontières turques. Pour certains participants, l'islam turc devrait absolument évoluer avec sa société, établir un dialogue avec d'autres religions. *Mes enfants ne vont plus à la mosquée car le service y est vieillot. Commençons avec une approche sincère et critique de l'histoire du Coran. Il est insensé de s'en tenir à l'interprétation au pied de la lettre du récit de la création du monde en six jours,* s'est exclamé un participant. Et de plaider pour une approche scientifique de la recherche et de l'enseignement dans les facultés de théologie, pour la formation des leaders religieux et pour une relecture du Coran qui n'offre pas des recettes toutes

prêtes venant d'un passé lointain mais des réponses actuelles à des questions réelles.

Durant la conférence, le «dialogue inter-religieux» a été présenté comme la parole magique pour résoudre durablement tous les problèmes de l'islam. Pour Mehmet Aydın, doyen de la Faculté théologique de Selçuk, *l'avenir du notre monde dépend de la bonne entente entre chrétiens et musulmans. Ensemble, ils ont pour mission d'établir un nouvel ordre mondial. Ce que les souverains ottomans n'ont pas pu obtenir par les armes, notamment une cohabitation pacifique en Europe, les religions pourront le réaliser si elles sont prêtes à un respect mutuel et à un dialogue.*

Pendant, à chaque fois, méfiance et soupçons mutuels ont ressurgi : *En dépit de la position positive du concile Vatican II, la plupart des chrétiens gardent une image négative de l'islam, comme une invention diabolique. Que quelqu'un se convertisse à l'islam semble incompréhensible,* a constaté par exemple Ömer Faruk Harman, de la Faculté théologique de Marmara.

Ce colloque a néanmoins eu un premier résultat positif : celui de chasser quelque peu l'ignorance et des préjugés profondément enracinés. Comme l'a déclaré un observateur étranger : *Dans ce pays, beaucoup de tensions, de défiance et même d'hostilité ouverte semblent encore exister. Presque spontanément, ces dissensions nous mettent sur nos gardes ou du moins nous incitent à la prudence. La Turquie a la tâche d'y remédier. L'adhésion à l'Europe serait facilitée si, dans ce pays, chrétiens et musulmans arrivaient à vivre mieux ensemble.*

R. de G.

¹ En 1999, la Turquie comptait 80% de musulmans sunnites, 19,8% de chiites et 0,2% de chrétiens. L'écart entre musulmans et chrétiens a tendance à augmenter. Ainsi, en 1989, les musulmans formaient 98% de la population et les chrétiens autour des 1,7% (ndlr).